

LE LIEN



Organe de la Fédération Générale des Fonctionnaires - 46, rue des Petites-Écuries - 75010 Paris - Tél. 01-44-83-65-55
www.fo-fonctionnaires.fr - contact@fo-fonctionnaires.fr

Trimestriel N° 135 - juillet 2020 - Supplément N° 1 à La Nouvelle Tribune N° 424

édito



Jean-PAUL PRADY
 Secrétaire Général Adjoint UFR-FO

Je ne reviens pas sur la crise sanitaire, ni sur les causes et les responsabilités qui ont entraîné une hécatombe dans les EHPAD, où les pensionnaires qui devaient être les premiers protégés ont été les premiers sacrifiés.

Je ne reviens pas non plus sur la cacophonie de nos dirigeants, sur la prolifération des intervenants dans les médias, qui ne savaient rien mais donnaient des avis contradictoires sur tout.

Je ne liste pas toutes les actions et interventions menées par l'UFR dont nous pouvons être fiers, vous en trouverez le compte rendu dans les pages suivantes.

La crise sanitaire a mis en évidence et a accru la fracture sociale. Si on n'y prend garde elle risque de s'accroître demain par une crise économique et sociale d'une ampleur sans précédent. Le confinement a été particulièrement éprouvant pour les mal-logés et les personnes à faibles revenus

Que deviendront demain les derniers de cordées mais pourtant les premiers de corvées, dont l'activité s'est révélée vitale pour le fonctionnement de la société pendant la crise ? Applaudis hier, licenciés demain ?

Que deviendront demain ceux qui ont vu leurs revenus baisser, ceux qui n'en ont eu aucun (intérimaires, intermittents, saisonniers, étudiants etc...) ? Déjà, la banque alimentaire et les restos du cœur ont du mal à faire face à la demande.

La première réponse est d'ordre social, elle doit être immédiate. Notre société n'est pas égalitaire, mais elle se doit de réduire les inégalités et de protéger les plus démunis. Le monde de demain devra être différent. Changeons notre mode de vie, de consommation, la façon de nous déplacer. Remettons l'humain au centre de nos préoccupations.

suite page 2

L'État doit reprendre la maîtrise des productions stratégiques, appliquer une politique de stock et non de flux pour les biens de première nécessité. Il doit reconnaître et mieux considérer les indispensables : les fonctionnaires qui ont assuré la continuité de l'État, les personnels de santé qui ont livré un rude et éprouvant combat contre la maladie, les caissiers, caissières des supermarchés, le personnel de nettoyage, de collecte des ordures, et tant d'autres que l'on désigne parfois comme les "invisibles".

Le gouvernement nous annonce des mesures pour les hôpitaux : fin de la suppression de lits, fin d'une gestion purement comptable de la santé. Il annonce aussi la création d'un 5^e risque pour les personnes dépendantes.

Tout cela correspond à nos demandes et je m'en réjouis. Réformistes keynésiens, nous serons particulièrement vigilants aux conditions de réalisation.

J'avais écrit : « les aveugles d'hier seront-ils les visionnaires de demain ? ». J'en doute.

Tous les néolibéraux, les financiers, les actionnaires et autres spéculateurs se sont montrés discrets pendant la crise sanitaire. Mais attention, ils sont toujours présents, prêts à sacrifier le bien collectif pour encore plus de profit.



sommaire

P. 1 Édito

P. 3 à 8 Pandémie,
l'UFR-FO en action

P. 9 Cagnotte solidarité

P. 9 à 10 Et pendant ce temps, FO veille...

P. 10 et 11 Demain..., l'heure des comptes

P. 11 à 14 Virus et changement climatique

P. 15 Coup de cœur littéraire

P. 16 A nos adhérents(es),
A nos lecteurs(trices)
Nos permanences
Bulletin de changement
d'adresse

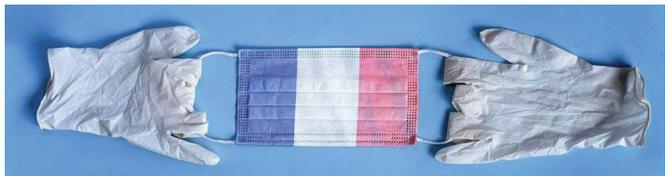
Plus que jamais un syndicalisme libre et
indépendant est nécessaire.

Plus que jamais il convient de
rester vigilants, solidaires,
mobilisés et déterminés.

Nous n'accepterons pas que le monde de
demain ressemble à celui d'hier.

Nous n'accepterons pas que les décès de
tant d'ainés aient été vains.

Nous ne serons plus jamais
les sacrifiés des dogmes budgétaires.



Pandémie, L'UFR-FO EN ACTION !

L'UFR-FO a été sur le front depuis le début de la crise et a interpellé à plusieurs reprises le gouvernement et les médias :

- 28 Mars 2020 ⇒ Lettres à Gérald DARMANIN, Ministre de l'Action et des Comptes Publics
- 17 Avril 2020 ⇒ Déclaration de l'UFR-FO adressée au Président de la République
- 17 Avril 2020 ⇒ Communiqué de presse de l'UFR-FO
- 10 Mai 2020 ⇒ Lettre ouverte au Président de la République de l'UFR-FO et de la section des Retraités de la FSPS-FO
- 25 Mai 2020 ⇒ Communiqué de presse de l'UFR-FO et de la section des Retraités de la FSPS-FO
- 10 juin 2020 ⇒ L'UFR-FO écrit au Président de la République en réponse à son courrier du 25 mai 2020

À la suite du courrier qu'il a reçu, notre camarade Serge Lesur écrit au Ministre de l'Action et des Comptes Publics le 28 mars 2020

LETTRÉ À M. DARMANIN

Monsieur le Ministre,

Vous venez de m'adresser un courrier par l'intermédiaire de la plate-forme du CESU à l'occasion de l'épidémie qui sévit actuellement en France, concernant la rémunération des employés à domicile. Je vous cite :

« Dans le contexte actuel, où notre système de soins et plus largement notre protection sociale sont extrêmement sollicités, il est important que les particuliers employeurs qui le peuvent continuent à participer au financement de la solidarité nationale. »

Mais, Monsieur le Ministre, cette solidarité nationale que vous invoquez, la pratiquez-vous (ou le gouvernement dont vous faites partie) il y a encore quelques mois lorsque les retraités demandaient à avoir leur pension revalorisée et non pas diminuée, leurs droits reconnus, leurs acquis sauvegardés ?

« Pour accompagner leur salarié, les particuliers employeurs sont ainsi encouragés à verser l'intégralité de la rémunération pour le mois de mars, même si toutes les heures de travail prévues n'ont pas pu être réalisées. »

Certes, ce serait sympathique, je n'en doute pas et j'aimerais bien. Mais avec ma petite pension non revalorisée depuis plusieurs années (mises à part quelques piécettes jetées dans mon escarcelle de-ci de-là pour

suite page 4

faire croire que l'on s'occupe de moi), comment je fais, Monsieur le Ministre, pour payer un travail non fourni ? De plus, si cette « générosité » de ma part est effective, je ne serais même pas dispensé des prélèvements sociaux sur ces sommes !

« Ce geste solidaire et citoyen témoigne de votre reconnaissance pour celles et ceux qui se dévouent à votre service au quotidien. »

Non, Monsieur le Ministre, cette personne qui vient à domicile ne se dévoue pas pour moi, elle travaille et je respecte le droit du travail. Ce n'est pas de la charité que d'employer une personne à domicile, je ne fais pas la charité, j'emploie une personne qui doit pouvoir vivre dignement de son travail.

« Exceptionnellement, des particuliers employeurs, eux-mêmes impactés, peuvent connaître des difficultés pour assumer intégralement la rémunération de leur salarié à domicile. »

Et donc, les personnes qui ne peuvent assumer l'intégralité du salaire et des cotisations sociales seraient, bien entendu puisque ce ne pourrait être qu'exceptionnellement, de mauvais citoyens ? Vous essayez, en plus, de nous culpabiliser : ce n'est pas admissible et c'est irrespectueux.

Non, Monsieur le Ministre, je ne me sens pas un mauvais citoyen mais un citoyen comme tous les autres, un citoyen que l'on doit respecter, tout comme mon employée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Serge Lesur
Secrétaire National

Solidaires, les retraités s'adressent à M. Gérard DARMANIN, Ministre de l'Action et des Comptes Publics

Monsieur le Ministre

Comment ne pas partager la révolte de notre ami en lisant votre lettre quand on connaît la politique sociale que vous avez menée pendant plus de 2 ans dans votre ministère : suppressions d'emplois et réductions des crédits qui ont impacté les services publics, politique qui a touché de plein fouet les plus fragiles de nos concitoyens !!!

Et surtout, votre exemplarité dans l'application des orientations gouvernementales envers les retraités que nous sommes.

Comment pouvez-vous mettre en tête les 3 principes de la République, dont l'égalité et la fraternité, quand vous les avez bafoués !!!

Les retraités qui emploient des personnels pour les aider à mieux affronter les aléas de la vie n'ont pas besoin de votre mansuétude et surtout votre côté « donneur de leçon », eux qui ont du mal à vivre en raison d'un revenu réduit depuis des années.

Au lieu de prôner la solidarité envers ceux qui font appel au CESU (il n'a pas que les plus aisés qui font appel à cet organisme), il aurait mieux valu aider ceux qui n'ont pas d'autres solutions que de faire appel à des aidants au prix parfois de sacrifices financiers importants.

Je ne peux donc que souscrire totalement au contenu de la lettre de notre camarade.

Signature

Nom et Prénom

Adresse

Déclaration du Bureau National de L'UFR-FO

ET ÇÀ CONTINUE !

Après la désindexation des pensions et des retraites par rapport aux salaires,

après la non-revalorisation des pensions et retraites depuis plus de 5 ans,

après la hausse discriminatoire de la CSG sur ces mêmes pensions et retraites,

après le scandale actuel de la crise sanitaire dans les EHPAD et les maisons de retraite,

après tout cela le gouvernement souhaite en remettre une couche sur les retraités !

En effet, pour la période de sortie de crise du coronavirus COVID 19 à venir, ce gouvernement envisage de ne pas « déconfiner » les personnes âgées (plus de 65, 70 ans ?) : cachez ces vieux que l'on ne veut pas voir, cachez bien ces improductifs et qu'ils ne viennent pas compromettre la reprise de l'économie !

ÇÀ SUFFIT !

Encore une fois, les beaux discours sont bien loin des actes. Au moment où l'on glorifie l'entraide, le don de soi, l'importance de la solidarité, la prééminence du lien social... pour le bien être des autres, on veut exclure, un peu plus encore, pas moins de 25 % de la population française ! Au redémarrage des activités après cette période de « sommeil forcé », nous n'aurons pas besoin d'appeler aux retraités de faire la

« grève » du bénévolat (comme nous l'avons fait le 5 décembre 2019) : ceux-ci ne pourront plus venir en aide aux plus démunis, aux plus défavorisés, aux plus touchés par cette crise sanitaire (les retraités de plus de 65 ans représentent près de 58 % du bénévolat en France).

UNE SÉGRÉGATION ?

La ségrégation semble être la ligne de conduite du gouvernement. À partir du XIII^e siècle, les lépreux devaient s'annoncer au moyen de clochettes ou de crécelles : au XXI^e siècle, devra-ton coudre un virus au revers de notre veste ? On veut nous faire travailler jusqu'à 65 (67 ... ?) ans, puis on nous versera une retraite de misère et après on nous cachera, on nous claquemurera ! Belle société que celle qui se profile, pendant que certains déclarent à l'envi : « Nous ne sortirons pas de cette crise comme nous y sommes rentrés ».

Quelle tartuferie !

Non, les retraités de l'UFR-FO ne se laisseront pas faire, ils continueront de lutter pour une société plus juste, plus égalitaire, plus fraternelle, plus humaniste, et ils refuseront la ségrégation des anciens.

Paris, le 17 avril 2020

Communiqué de presse de l'UFR-FO

L'UFR-FO S'INDIGNE ET RÉCLAME LE RESPECT !

Nous avons à maintes reprises alerté le gouvernement sur le manque flagrant de moyens et de personnels dans les services publics et plus particulièrement dans le domaine dans la santé.

Nous avons condamné la fermeture de milliers de lits dans les hôpitaux.

Nous avons dénoncé la situation désastreuse des EHPAD.

Vous nous avez toujours répondu : « maîtrise budgétaire, réduction des déficits, loi du marché ».

Nous voyons aujourd'hui le lourd tribut que nous payons à votre surdité, votre aveuglement et votre entêtement.

Aujourd'hui, vous envisagez de nous confiner, nous isoler pour de longs mois supplémentaires. Merci de vous préoccuper de notre santé, mais attention, le remède peut s'avérer pire que le mal, notre psychisme en dépend.

Nous aspirons à la vie, au lien social et à la relation familiale, en un mot à une existence normale, même si elle doit être protégée

[suite page 6](#)

Nous avons hâte de reprendre nos activités de bénévolat aux seins des associations caritatives, sportives et culturelles. Nous sommes conscients d'être un maillon essentiel du lien social et de la solidarité inter-générationnelle.

Ce qu'il nous faut aujourd'hui :

DES MASQUES, DU GEL HYDRO-ALCOOLIQUE ET DES TESTS

Ce qu'il nous faut aujourd'hui :

c'est surtout être considérés comme des citoyens à part entière, dignes de respect et de toute la considération qui nous est due !

Paris, le 17 avril 2020

Lettre ouverte au Président de la République de l'Union Fédérale des Retraités FO et de la section Retraités de la Fédération des Services Publics et de Santé FO

Paris, le 10 mai 2020

Monsieur le Président de la République,

L'épidémie du coronavirus que nous subissons était prévisible, voire même prévue. Si sa date de survenue et ses conséquences directes ne pouvaient être précisément décrites, son impact sur notre société était tout à fait envisageable. Les retraités, les personnes âgées en général, ont payé un tribut épouvantable à l'épidémie, qu'ils aient été chez eux, dans des établissements de santé ou en Ehpad ; ils ont été les premières et les principales victimes. Nous ne vous ferons pas l'affront de vous rappeler les chiffres, vous les connaissez.

Depuis de nombreuses années, et plus encore durant les deux dernières, nous avons alerté les gouvernements successifs sur la situation de la santé publique dans notre pays : rencontres, revendications, propositions, manifestations, grèves, etc. Cette épidémie arrive comme révélateur de la situation désastreuse de notre système de santé, ce qui nous donne, malheureusement, raison à posteriori.

Sans le dévouement et le professionnalisme de tous les personnels soignants, quel aurait été le bilan de cette tragédie ? Et cette pandémie n'a touché que 6 % de la population. Le déplacement de malades à travers la France, voire même à l'étranger ! sans même prévenir les familles, le tri des malades qui a dû être opéré pour avoir de la place dans les lits disponibles, le recours à la sédation profonde pour ceux dont on estimait qu'il n'était pas rentable d'essayer de les sauver, l'exposition des personnels soignants par manque de matériel : il n'y a pas de mots pour décrire notre dégoût devant cette situation. Nous n'osons imaginer la situation avec un virus encore plus agressif et sur l'ensemble du territoire !

« Gouverner, c'est prévoir ; et ne rien prévoir c'est courir à sa perte » déclarait Émile de Girardin en 1852 (In La politique universelle). Nous pouvons alors affirmer que le gouvernement était absent de notre pays depuis plusieurs années. Car les responsables, les coupables de cette situation catastrophique, ce sont les personnes qui avaient une responsabilité au sein des ministères concernés, les ministres eux-mêmes en premier lieu, ceux qui définissent les politiques publiques et les mettent en œuvre.

Nous réclamions des moyens financiers, humains, techniques pour la santé publique. On nous répondait fermeture de lits, économies budgétaires, équilibre financier, court terme (comme toujours). Une secrétaire d'État de votre gouvernement déclarait même, le 10 mars 2020, « C'est plutôt le moment de faire des affaires en Bourse aujourd'hui » ! Quel cynisme et quelle honte ! Tout comme les actionnaires des établissements privés qui réclament leurs dividendes, « Hier vous comptiez les sous, aujourd'hui nous comptons les morts ».

Mais l'heure est venue de rendre des comptes. Qu'aura coûté cette pandémie à notre économie, à notre pays tout entier, et qu'aurait coûté un service public de santé digne de ce nom ? Qui en a payé la plus lourde note ? les personnes âgées ! Encore une fois, serions-nous tentés de dire, après toutes les attaques que vous avez menées contre elles depuis le début de votre mandature. Cette attaque est quand même la plus violente et la plus inadmissible.

Alors, maintenant, pas de tergiversations, pas de discours, pas de beaux sentiments, pas de communication et plus de langue de bois (nous avons déjà donné), nous voulons des actes immédiats pour redonner à la santé publique la place qu'elle mérite, que nous méritons. Il est plus que temps de « rendre la vie... là où il y a la mort ». Nous ne pouvons et ne voulons plus attendre. Nous exigeons un service public de santé avec du personnel public de santé pour prendre en charge la totalité de la société française et assurer, ainsi, une continuité du service public de santé de la naissance à la mort, sans interruption, sans exclusion, grâce à une solidarité intergénérationnelle sans faille. Rentrer les Ehpad dans le cadre de la santé publique est incontournable. Un service public de santé avec des moyens financiers à la hauteur hors régulation budgétaire est une demande expresse. L'instauration immédiate du 5^e risque se confirme comme indispensable.

Entre « la santé des affaires » et « la santé publique », nous, nous avons choisi. Les sacrifiés d'aujourd'hui ne seront pas les sacrifiés de demain.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

Le Secrétaire général de l'UFR FO
Jean-Claude BOREL

La Secrétaire générale de la Section
« retraités » de la FSPS-FO
Françoise Lefèvre

UNION FÉDÉRALE DES RETRAITÉS FORCE OUVRIÈRE

46, rue des Petites Écuries – 75010 PARIS - Tél : 01.44.83.65.55 E-mail : ufr@fo-fonctionnaires.fr

SECTION RETRAITÉS DE LA FÉDÉRATION DES SERVICES PUBLICS ET DE SANTÉ

153-155 rue de Rome - 75017 PARIS Tel : 01 44 01 06 14 E-mail : retraitesfo@fosps.com

Communiqué de presse de l'Union Fédérale des Retraités FO et de la section Retraités de la Fédération des Services Publics et de Santé FO

LE CINQUIÈME RISQUE : CHICHE !

Mardi 19 mai 2020, une information nous a interpellés : la création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale, couvrant les risques liés à la dépendance et à la perte d'autonomie, est annoncée par le gouvernement.

La lettre ouverte que l'Union Fédérale des Retraités FO et la Section Nationale des Retraités de la Fédération Services Publics et de Santé FO ont adressé au Président de la République en date du 10 mai dernier y serait-elle pour quelque chose, tout comme, d'ailleurs, les nombreuses demandes que nous avons formulées depuis plusieurs années lors de rencontres ou de courriers adressés aux ministres successifs ? Toujours est-il que la situation désastreuse - que nous ne cessons de dénoncer - des conditions faites aux personnes âgées et dépendantes a trouvé son paroxysme avec la crise du coronavirus. Le gouvernement ne peut plus cacher sous le tapis le scandale et est bien obligé de reconnaître que nous avons raison.

Mais attention, le sujet ne fait que reparaitre : cela fait plus de 13 ans que les présidents successifs ont inclus cette réforme dans leurs promesses électorales, et jusqu'à présent elle est restée dans les oubliettes ! Alors...

**Oui, nous vous avons entendu,
Monsieur le Président de la République,
Oui, nous sommes d'accord**

suite page 8

avec cette proposition...

MAIS nous serons très vigilants sur sa réalisation (pratique et technique) et nous n'accepterons pas qu'elle reste une promesse de plus, une promesse pour nous endormir ! Nous serons là pour vous rappeler sans cesse votre annonce. **LES RETRAITÉS DE LA FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES FONCTIONNAIRES ET DE LA FÉDÉRATION DES SERVICES PUBLICS ET DE SANTÉ continueront de se battre pour que cette promesse devienne enfin réalité** et que les personnes âgées, dépendantes ou non, retraitées et pensionnées, soient enfin reconnues comme des citoyens à part entière au sein de notre société qui se doit d'être, plus que jamais, fraternelle, solidaire et intergénérationnelle.

Paris, le 25 mai 2020

Le Secrétaire général de l'UFR FO
Jean-Claude BOREL

La Secrétaire générale de la Section
« retraités » de la FSPS-FO
Françoise Lefèvre

UNION FÉDÉRALE DES RETRAITÉS FORCE OUVRIÈRE

46, rue des Petites Écuries – 75010 PARIS - Tél : 01.44.83.65.55 E-mail : ufr@fo-fonctionnaires.fr

SECTION RETRAITÉS DE LA FÉDÉRATION DES SERVICES PUBLICS ET DE SANTÉ**L'UFR-FO répond au Président de la République**

Monsieur le Président de la République,

Nous avons bien reçu votre réponse à notre courrier du 10 mai 2020 et l'attention particulière que vous portez à celui-ci. Nos mandants apprécieront sans aucun doute l'intérêt que vous portez à une population fragilisée par de dures années de labeur.

Vous comprendrez qu'à notre âge et ayant encore quelques facultés de compréhension, nous connaissons par cœur les formules consacrées...

« Si l'abondance des courriers reçus ne permet pas de vous adresser une réponse personnalisée, soyez toutefois assuré de toute l'attention avec laquelle il a été pris connaissance de votre démarche.

Je vous prie d'agréer, (...) »

C'est tout de même un peu « court » et peu précis dans les orientations futures de la politique envisagée vers les plus âgés de notre société, mais « l'attention » qui nous est portée nourrit l'enthousiasme qui nous soutient dans nos actions.

Jusqu'à présent nous n'avons eu que des promesses, parfois fortes ; là, nous avons l'impression qu'un grand pas a été fait en notre direction et nous ne doutons pas d'un proche aboutissement de nos revendications. L'augmentation de notre pouvoir d'achat, le retour de l'indexation des pensions sur les salaires, la défiscalisation de la cotisation de la complémentaire santé, le financement de la dépendance dans le cadre de la sécurité sociale... sont sur la bonne voie. Et plus encore, nous souhaiterions quand même la reconnaissance pour tous les agents du service rendu à la nation par l'obtention de l'honorariat, une mesure qui par ailleurs ne coûte rien, toujours promise mais jamais obtenue.

Nous ne sommes pas dupes de votre effet de communication. Réformistes dans une organisation libre et indépendante, nous serons toujours présents pour revendiquer, négocier et conclure, toujours là lorsqu'il faudra nous manifester. Aux prochaines échéances, nous saurons nous souvenir de toute l'attention que vous aurez manifestée à la prise en compte de nos légitimes revendications.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Paris, le 10 juin 2020

M. Jean-Claude BOREL

CAGNOTTE SOLIDARITÉ



L'UFR-FO a ouvert une « cagnotte solidarité » pour apporter le soutien des retraités à leurs camarades en activité qui, grévistes, ont combattu de longues semaines le projet de réforme des retraites.

Un chèque de 2 562 € a été remis par notre trésorier fédéral, Patrick FAUVEL, à Yves VEYRIER, Secrétaire Général de notre Confédération Force Ouvrière, le mardi 23 Juin, à l'occasion du bureau fédéral, en présence de notre président, Christian GROLIER, Secrétaire Général de la FGF-FO, de Jean-Claude BOREL, Secrétaire Général de l'UFR-FO et de Jean-Paul PRADY, Secrétaire Général adjoint de l'UFR-FO, et de Françoise LEMAULF, membre du bureau UFR-FO.

Et pendant ce temps...

FO veille...

Nous vivons encore, après avoir vécu des moments difficiles, surtout pour bon nombre d'entre nous, confinés que nous étions, même si c'était parfois de façon fort différente selon la région dans laquelle nous les vivions. On peut d'ailleurs se demander pourquoi, même si l'on croit connaître les raisons qui ont touché les régions du Grand Est ou du Grand Paris. Il n'empêche qu'au début une certaine migration s'est faite en direction d'autres régions sans que ces dernières en soient affectées de façon importante.

Il est vrai qu'au début de la connaissance de cette pandémie (on parlait à peine d'épidémie) les spécialistes de santé (ou ceux qui se prétendaient tels) se contredisaient et n'évoquaient seulement qu'une simple « grippette » ; comme en 1968, lorsqu'on a parlé de la grippe de Hong Kong.

LA GRIPPE DE HONG KONG

Qui s'est souvenu début 2020 de la grippe de Hong Kong ? Elle a débuté en 1968 et n'a donné, si l'on peut dire, sa pleine mesure qu'en 1969/1970. Mais à l'époque nous vivions intensément des événements politiques importants : Mai 1968 avec ses manifestations, ses grèves, ses accords de Grenelle et ses résultats qui se sont appliqués tout au long des mois suivants. Et puis, on a pu constater à ce moment-là que des labos importants - dont Pasteur et Mérieux - avaient négligé de préparer un vaccin, surtout quand on a vu les dégâts faits par la maladie ailleurs dans le monde, en Asie et surtout aux USA. En fait, le regain d'activité du virus



Roger CARRIÈRE
Membre
de la Commission
Exécutive

(H3N2) s'est (re)fait sentir au début du mois de décembre 1969. Et pourtant, on pouvait lire dans le journal Le Monde que « l'épidémie de grippe n'est ni grave, ni nouvelle. Est-il utile d'ajouter à ces maux le risque d'une psychose collective ? ».

Échec dans l'analyse puisqu'après les mois de décembre 1969 et janvier 1970, on dénombra 31 229 décès en France et plus d'1 million dans le monde ! Mais cette grippe, qu'on a, par la suite, appelé la 3^e pandémie du siècle, a sévi surtout dans le Sud-Ouest de la France : des trains supprimés, des écoles fermées, vous en rappelez-vous, sauf peut-être, si vous habitez la région ? Mais il est vrai qu'à l'époque la vie politique grouillait d'évènements : démission du Président de Gaulle, élection du Président Pompidou et la nouvelle société de J. Chaban-Delmas, mais aussi l'alunissage d'Appolo 12. Qu'a-t-on retenu de tout cela ? Apparemment pas grand-chose puisque déjà les autorités médicales estimaient que les vaccins, antibiotiques et mesures d'hygiène avaient fait disparaître le risque de pandémie (sic). Quelles leçons en ont-elles tirées et surtout quelles précautions ont été prises pour ne plus voir ces maladies revenir infester la planète ? Aucune sinon

réduire les moyens sanitaires. Tout a été dit, ou presque, sur l'incurie de nos gouvernants, obsédés qu'ils étaient par les problèmes économiques et budgétaires.

LA SITUATION EN 2020

Et qu'a-t-on trouvé pour s'opposer au virus ? On a imposé – au-delà des gestes barrières - pendant 2 mois un confinement à toute la population, comme en Italie au XVI^e siècle qui l'avait mis en place dans des grandes villes pour éviter la propagation de la peste. Pourquoi avoir confiné « les vieux » dans les EHPAD - voire dans certains hôpitaux - et les priver de contacts ou d'adieux avec leurs proches ? Voulait-on ainsi « masquer » le fait de les avoir « oubliés » ou pour masquer le fait de les avoir « oubliés » par manque de moyens (?), mais pas seulement.

Plus tard, sans doute, on mesurera ce mépris vis-à-vis de nos anciens.

ET DEMAIN ?

Déconfinement, mesures d'hygiène, gestes barrières sans compter un traçage numérique, tout ceci dans l'attente d'un vaccin ou d'un médicament que certains ne prévoient pas de voir dans les pharmacies avant plusieurs mois. Comment allons-nous évoluer ? Comment la société va-t-elle fonctionner ? Qui peut le dire ou le prévoir ? Les mauvais augures nous prévoient des lendemains qui déchantent : chômage, inflation, impôts. On nous dit que ce sont nos enfants et petits-enfants qui seront impactés pour le remboursement de la dette. Croyez-vous que les retraités soient oubliés ?

En dehors de l'improvisation permanente sinon des contradictions dans leurs approches au niveau des décideurs que l'on pourrait taxer d'amateurisme, on ne peut que condamner le côté technocratique de ces décisions prises sans tenir compte de la réalité de la situation sur le terrain, c'est-à-dire sans faire confiance aux acteurs locaux.

Les professions médicales (dans les hôpitaux publics), les enseignants, les services publics devraient, nous dit-on, être bénéficiaires de mesures budgétaires. Des promesses qui, eu égard à leur coût, ne seront certainement pas tenues !!!

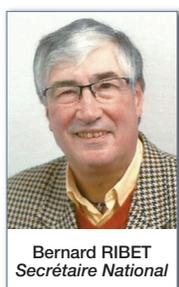
Pour ma part, je n'attends pas grand-chose de nos gouvernants actuels et à venir. Car, très vite, on nous avancera, comme d'habitude, des raisons budgétaires, des contraintes économiques et ce d'autant plus que pendant la pandémie nos gouvernants ont pris des mesures, par ordonnance, qui aggravent encore la casse du code du travail et les droits des travailleurs, mesures qui ne cesseront pas d'être appliquées pour autant lorsque la situation évoluera, car on évoquera alors l'urgence sanitaire et ce afin d'empêcher toute velléité de manifestations hostiles. Sachons nous souvenir de cette pensée d'une illustre romancière qui écrivait « qu'un peuple de moutons génère un gouvernement de loups » et en tirer, bien sûr, les conséquences. Car, n'oublions pas que les multinationales (du type des GAFA) ne désarmeront pas dans leur volonté de dominer le monde. Qui a le plus « profité » de cette pandémie sinon Amazon ou autres !!!! Comment peut-on faire confiance à ceux qui n'ont pas tiré les conséquences des précédentes épidémies alors que seule comptait pour eux « la mondialisation » qui devait apporter le bonheur aux peuples ? Chacun sait que seuls les actionnaires - ces profiteurs des intérêts du capital - ont été surtout concernés tandis qu'ont été volontairement oubliés, dans la répartition des richesses, ceux qui par leur travail contribuaient à la valorisation du capital.

N'avons-nous pas, mais vainement, tiré à plusieurs reprises la sonnette d'alarme en dénonçant ces « retraites chapeau » octroyées à ces dirigeants avides de profits ?

Heureusement, à tous les niveaux de décision Force Ouvrière a répondu (et répondra) présent en permanence pour défendre les salariés mais aussi les retraités par l'UCR-FO ou l'UFR-FO pour les retraités de la Fonction Publique.

Demain...

l'heure des comptes !



Bernard RIBET
Secrétaire National

une crise sanitaire sans précédent qui, chaque jour, voit se multiplier le nombre des victimes ; situation totalement inédite et aux lendemains incertains, avec en perspective un bouleversement profond aux plans économique et social.

La colère gronde et à juste titre :

Cette mondialisation, présentée

comme un phénomène inéluctable, irréversible et, somme toute, normal, dans la modernité est un modèle qui a, nous le voyons bien, ses limites et ses effets pervers.

C'est aussi l'échec cuisant de notre société néolibérale et de ses prétendues valeurs.

Pour ne citer que le domaine de la santé : à l'heure des technologies toujours plus audacieuses et de l'intelligence artificielle, notre pays – mais aussi la planète

– se laisse totalement déborder par une pandémie dont nous ne mesurons pas encore l'impact.

Oui, il faudra revoir les priorités et remettre les « pendules à l'heure ».

Oui, la santé est le bien le plus précieux qui ne peut plus, en aucun cas, être sacrifié pour des considérations d'ordre mercantile ou budgétaire.

Oui, nous avons alerté.

Depuis des mois, des années, notre organisation syndicale se bat sans être entendue. Nous n'avons cessé de dénoncer les insuffisances en personnels soignants et en équipements, les déserts médicaux, le scandale des urgences. Qui aurait pensé, il y a quelques mois seulement, que nous serions contraints de mettre en place des hôpitaux militaires de campagne, des trains médicalisés ?

Bien sûr, les praticiens et le personnel soignant sont particulièrement réactifs, dévoués, admirables, parfois au péril de leur vie. Eux non plus n'ont pas été entendus quand il en était encore temps.

Défaut d'anticipation ? Évidemment.

Mais l'application du principe de précaution – principe constitutionnel d'ailleurs – que l'on sait invoquer en d'autres circonstances et dans d'autres domaines, a fait ici défaut.

Nous n'avons pas été en mesure de nous donner les



moyens suffisants de prévention et de protection parce que nous sommes dépendants d'autres économies qui, en la circonstance, se sont repliées sur elles-mêmes et parce que nous ne produisons plus ou pas assez chez nous.

De plus, en cassant le service public, nous avons fragilisé la capacité de notre société, non seulement à faire face aux situations de crise, mais surtout à les anticiper dans de bonnes conditions.

Le choix est clair : nous devons tirer les leçons de ce désastre sanitaire et mettre en place, en s'assurant de sa pérennité, une politique de la santé et de l'accès aux soins digne de ce que notre société est

en droit d'attendre.

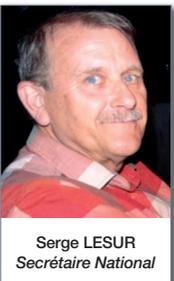
Le droit à la santé n'est pas monnayable. Et il serait intolérable de maintenir ces mécanismes de régulation budgétaire qui se sont avérés si dramatiquement dommageables.

Quant aux EHPAD, quelle faillite ! Nous le savions déjà mais cette crise a montré l'extrême fragilité du dispositif. Nos anciens, d'une certaine manière, ont été sacrifiés, faute de matériel de protection de leurs aidants et en raison aussi de la saturation des hôpitaux.

Les attentes sont fortes et il faudra y répondre, et tout de suite.

Une guerre, a-t-on entendu ?

Virus et changement climatique



Serge LESUR
Secrétaire National

Un virus a envahi notre monde, l'obligeant à prendre des mesures draconiennes pour éviter, tant que faire se peut, une hécatombe (on pourra en reparler !). Des causes environnementales et sociétales en sont responsables. À l'image du changement climatique, dont la responsabilité anthropique est criante et avérée, la crise due au coronavirus est de la responsabilité de l'Homme et de nos sociétés. Causes voisines ou semblables, mais qu'en est-il des

L'ENVIRONNEMENT ET... L'HOMME EN CAUSE

La mondialisation est, d'après le Larousse, « l'élargissement du champ d'activité des agents économiques du cadre national à la dimension mondiale ». Elle est à l'origine d'une interaction généralisée entre les différentes parties de l'humanité. Une des principales conséquences est donc la libre circulation des marchandises, des capitaux, des services, des personnes, des techniques et de l'information. Les échanges internationaux se font à une vitesse jusqu'à présent inégalée et dans toutes les directions. Marchandises par cargos, avions et camions ; personnes par paquebots, avions et véhicules individuels ou collectifs ; voyages professionnels ou privés (voyages d'affaires ou tourisme), tout le monde bouge en permanence, dans tous les sens. Ces déplacements, quasi exclusivement réalisés grâce aux énergies fossiles, génèrent des rejets de gaz à effet de serre (GES) en quantité, impactant le climat de notre planète ; mais ils abolissent également toutes les frontières, les barrières naturelles que représentaient les déserts, les montagnes, les mers et océans.

La consommation humaine est en hausse tant à cause de la population en expansion que par la boulimie individuelle de chacun. Dans des sociétés où la publicité crée de nouveaux besoins, où la surconsommation de biens explose, où l'obsolescence est plus ou moins programmée, les ressources naturelles sont pillées et s'épuisent, demandant ainsi de nouvelles extractions. Les terres agricoles de plus en plus vastes, les villes en expansion et les voies de communication de plus en plus nombreuses impactent directement les surfaces naturelles ou sauvages, et les réduisent à peau de chagrin. Les espaces forestiers, poumons de notre planète et source d'humidité importante, rétrécissent à vue d'œil ; les zones humides, vastes réservoirs de biodiversité, protectrices de l'érosion et de la qualité des eaux, espaces tampons des crues et des inondations, sont asséchées et disparaissent ; la toundra et les zones arctiques jusqu'alors gelées en permanence (permafrost ou pergélisol) fondent à toute vitesse. Cette importante dégradation de notre environnement naturel a des conséquences dramatiques (voir les articles précédents traitant du changement climatique parus dans Le Lien) sur notre climat mais aussi sur la répartition des espèces sauvages, animales ou végétales. Dans le cas du virus qui nous intéresse, le rapprochement entre « vie sauvage » et « vie humaine » est très clairement pointé du doigt.



« Il ne reste que 2 % de vertébrés sauvages sur Terre, le reste c'est du bétail, des animaux domestiques. Nous sommes passés, par exemple, de 4 milliards de poulets en 1960 à 25 milliards en 2007, et ça continue. Or, un virus passe très rarement de son hôte sauvage, comme la chauve-souris, à l'humain ; il lui faut un animal "passerelle", plus proche de l'homme » déclare Serge Morand, chercheur au CNRS⁽¹⁾. Cet animal vecteur peut être un porc, une civette ou un... pangolin ! Le virus Nipah, en Malaisie en 1998, a généré une épidémie importante quand l'habitat des chauves-souris a été détruit pour la production d'huile de palme. Les chauves-souris se sont alors rapprochées des cochons destinés à l'exportation et les ont contaminés⁽²⁾.

L'épidémie due au virus Ebola avait des causes semblables en 2014, et elle a tué des milliers de Libériens. Une entreprise du sud-est asiatique y avait rasé 2200 km² de terres forestières pour la plantation de palmiers à huile, réduisant d'autant les zones d'habitat de chauves-souris porteuses saines du virus⁽³⁾.

« La santé des humains est liée à celle des animaux, elle-même dépendante de celle des écosystèmes. (...) L'accroissement des pressions anthropiques sur tous les écosystèmes d'un côté, le maintien de traditions plus ou moins anciennes mais ne tenant pas compte de l'avancée des connaissances biologiques et médicales de l'autre, expliquent une partie des émergences de nouvelles maladies, au-delà de toute fatalité » déclare François Moutou⁽⁴⁾, docteur vétérinaire, épidémiologiste. Une pression forte sur un environnement dégradé, un commerce très libéralisé, une mondialisation qui abolit frontières et barrières, une circulation des gens et des biens hors contrôle, on le voit bien, les multiples attaques faites à notre environnement par nos sociétés sont responsables tant des épidémies que du changement climatique.

(1) Déclaration faite au journal Ouest-France du jeudi 30 avril 2020 dans l'article « Nature dévastée, élevage intensif : le couple maudit ».

(2) Site de l'organisation mondiale de la santé <https://www.who.int/csr/disease/nipah/fr/>.

(3) In L'Écologiste, n° 55, octobre-décembre 2019, dans l'article « Alfred Brownell. Pour les forêts du Libéria ». Alfred Brownell a été lauréat du prix « Goldman pour l'environnement » en 2019..

(4) In L'écologiste, n°56, mars-mai 2020, dans l'article « Pourquoi un virus passe-t-il de l'animal à l'homme ? »..

QUELLES SONT LES VICTIMES ?

Les principales victimes du virus ont été les populations dites « défavorisées », aux conditions de vie difficiles, avec des moyens pécuniaires peu importants (et qui seront également durement touchées par le chômage à l'issue de la crise), ou même « sacrifiées » si l'on parle chez nous, en France, des personnes âgées, qu'elles fussent dans les Ehpad, à l'hôpital ou chez elles (voir les autres articles de ce dossier). Pour le virus SARS-Co V-2 (nom officiel donné par l'OMS), générant la maladie COVID-19, les personnes les plus touchées ont été les personnes âgées de plus de 60 ans (97 % des décès en France). L'incurie de nos gouvernants en matière de santé publique a fait que plus de 56 % des décès dus à la COVID-19 se sont produits dans les Ehpad⁽⁵⁾ ! Les personnes âgées décédées chez elles ne sont pas répertoriées dans ce macabre décompte. Les personnes qui ont le plus souffert des conditions du confinement sont les familles issues des classes sociales dites « défavorisées » (une famille complète « enfermée » dans un appartement citadin n'avait pas les mêmes conditions de vie qu'une même famille « enfermée » en maison individuelle entourée d'un jardin) ; celles qui subissaient des conditions d'isolement en cas de maladie plus compliquées, voire impossibles, que pour des personnes « aisées » ; celles encore qui n'avaient pas eu la possibilité de se confiner dans une maison de campagne loin des foyers épidémiques les plus sévères, etc. Pour les catastrophes climatiques dues aux changements climatiques, ce sont les mêmes personnes qui sont le plus impactées (voir, par exemple, les sinistrés de Katrina en août 2015 : « *au moins 1 836 morts, plus de 1 million de déplacés, la catastrophe, prévisible 6 jours auparavant, révèle l'incurie des autorités. Elle aggrave les discriminations, renforce la spoliation des plus pauvres et la domination blanche.* »⁽⁶⁾) qu'il s'agisse des pollutions, canicules, inondations, désertifications, tempêtes ou cyclones, pénuries alimentaires, conséquences sanitaires... Et quand on combine les deux (virus et changement climatique), le mélange risque d'être explosif. Ainsi, en fondant, le pergélisol des hautes latitudes libère non seulement des cadavres de mammouths mais aussi des virus et microbes dont l'humanité a perdu depuis longtemps les anticorps, virus qui peuvent se révéler encore bien plus graves que le coronavirus actuel. Un exemple récent devrait pourtant nous alerter : « *Une hécatombe de rennes, des dizaines d'éleveurs touchés, un enfant décédé... En Sibérie, un bacille de l'anthrax qui dormait depuis 75*

ans dans le sol gelé s'est subitement réveillé sous l'effet du réchauffement ! Or, prévient Lionel Cavicchioli, le permafrost cache bien d'autres fléaux oubliés... prêts à refaire surface.⁽⁷⁾ »

DES CAUSES (QUASI) IDENTIQUES ET DES CONSÉQUENCES (PRESQUE) COMPARABLES

Des causes proches pour les deux crises et des conséquences comparables, et pourtant des réactions bien différentes. Même s'il y a eu un peu de « retard à l'allumage », la prise de décisions (que l'on peut également critiquer) et les mesures mises en place pour la lutte contre la COVID-19 ont été très importantes et, à priori et jusqu'à preuve du contraire, efficaces (hors les réserves citées plus haut !). Le changement climatique aura des conséquences - touchant l'ensemble de la planète - encore plus importantes avec des centaines de milliers de morts annoncés et des centaines de millions de réfugiés. Et là, on ne fait rien, ou quasiment rien, à l'échelle du péril qui nous menace. Pourquoi ? Des différences existent entre ces deux crises, différences qui peuvent expliquer cette différence de traitement et sur lesquelles il faudra bien réfléchir si l'on veut penser à un « autre monde » (terme que je préfère à celui du « monde d'après » !).

- Le péril, dans le cas du coronavirus, semble « imminent » : on attrape la maladie tout de suite (ou quasiment), on sait comment on l'attrape et on peut en mourir (rapidement). Pour le changement climatique, le péril est, semble-t-il, plus lointain. Ce n'est pas demain et les risques d'en mourir sont difficilement imaginables ou identifiables. Bien que parfaitement décrits, les risques sont moins certains et sont plus « pour les autres » que « pour soi ».
- Le virus est directement identifiable, on connaît sa forme, ses caractéristiques, ses contraintes et ses conséquences sont décrites avec précision. Pour l'évolution climatique, le péril semble beaucoup moins saisissable, plus difficilement identifiable en terme de réalité, les périls sont plus nombreux, variés, moins précis, plus flous.
- Les mesures de précaution pour éviter l'infection sont connues, identifiées avec un retour visible et immédiat : si on respecte les « gestes barrière », il y a fort peu de risque, voire aucun, à attraper la maladie. Du côté du climat les mesures à prendre pour s'en prémunir sont beaucoup plus complexes, lointaines, nombreuses et, surtout, le retour sur « investissement » est très lent et incertain.

(5) Chiffres au 27 mai 2020, date de l'écriture de cet article. Source : Santé Publique France citée par <https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/infographies-covid-19-morts-hospitalisations-age-malades-l-evolution-de-l-epidemie-en-france-et-dans-le-monde-en-cartes-et-graphiques.html>

(6) <https://www.humanite.fr/katrina-louragan-qui-mis-les-etats-unis-nu-582374>

(7) Cité sur le site : <https://www.science-et-vie.com/archives/permafrost-et-s-il-liberait-des-armees-de-virus-21237>

- Avec un peu de patience et d'investissements, on trouvera un vaccin qui nous prémunira et l'affaire sera dans le sac, on n'en parlera plus, le problème sera réglé. Pas de médicaments, pas de vaccins par contre pour les nombreuses conséquences du changement climatique et il va falloir s'habituer, s'adapter, vivre avec.

En résumé, d'un côté une cause identifiée, des gestes de prévention possibles avec un effet immédiat, un remède possible sans rien changer à nos habitudes et de l'autre côté des causes multiples, sans solutions à brève échéance avec, pour résoudre le problème, de fortes implications dans notre vie de tous les jours, un changement de société et des remises en cause multiples. Des causes, des conséquences et des solutions semblables et deux façons de faire (ou de ne rien faire !).

LA PESTE DE 1720

En mai 1720, un navire de commerce s'approche de Marseille : le Grand Saint Antoine. En provenance de ce que l'on appelle aujourd'hui le Proche Orient, il transporte principalement coton et soie. À l'intérieur de cette cargaison, des puces porteuses du bacille de la peste. Le déchargement de la cargaison favorise la dispersion des vecteurs de la peste et ceux-ci contaminent la région⁽⁸⁾. Mais... Mais Montesquieu écrit dans l'Esprit des lois : « *La peste est un mal dont les ravages sont encore plus prompts et plus rapides (...). On a fait dans tous les états de l'Europe de très bons règlements pour l'empêcher d'y pénétrer ; et on a imaginé de nos jours un moyen admirable de l'arrêter : on forme une ligne de troupes autour du pays infecté, qui empêche toute contamination*⁽⁹⁾. » La région fut confinée, un « mur de la peste » édifié, les troupes militaires établissant un barrage au Nord de la région. Déjà à l'époque, le commerce était une des causes de l'épidémie, la mondialisation ne date pas des dernières années, elle était toutefois un peu moins rapide. Aujourd'hui, un virus, probablement en provenance de Chine, a gagné rapidement l'ensemble de la planète et contaminé des millions de personnes. Quelques 300 ans plus tard... nous n'avons rien inventé : nos gouvernants nous ont confinés pendant plus de deux mois !

POUR QUELS COÛTS ? ET QUEL AVENIR ?

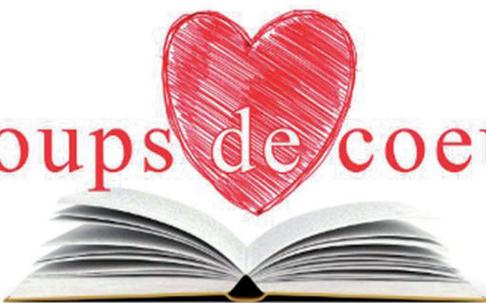
D'aucuns nous prédisent, et non sans raison, que la crise du coronavirus va coûter cher. On prend comme point de comparaison la crise financière de 2008 avec ses lourdes répercussions... mais, pourtant, sans changer la société cause de la crise. Pour la crise sanitaire actuelle, la facture va être salée et si elle ne s'accompagne pas de changement de société, alors il faudra probablement s'attendre à replonger peu ou prou, à plus ou moins longue échéance, dans une nouvelle crise (sanitaire, monétaire ou... ?). Mais une chose est sûre, c'est que si nous ne faisons rien, si nous ne prenons pas des mesures d'envergure, la crise climatique qui s'annonce coûtera encore plus cher, beaucoup, beaucoup plus cher tant en termes financiers qu'en termes humains. Il faut à tout prix réfléchir aux conséquences que l'on vient de subir et se projeter tout de suite dans un futur très proche, tirer les conséquences de nos... inconséquences passées pour éviter de nous diriger vers les mêmes erreurs. La déliquescence du service public en général, pourtant seul amortisseur social crédible de crise et qui permet à tous de survivre, a été mise au grand jour (en particulier dans le domaine de la santé mais pas que). Mais l'histoire nous a montré qu'il ne fallait rien attendre des gouvernants pour changer le paradigme en sortie de crise. « *L'opinion publique et le monde politique ne réagissent à une catastrophe que lorsqu'elle éclate. L'épidémie est un choc, alors que les crises du climat (...) sont des marées montant lentement (...)*⁽¹⁰⁾ ». Et les dernières déclarations du gouvernement, la réaction de bon nombre d'acteurs économiques au moment du « déconfinement », ne laissent présager rien de bon. C'est par la lutte de tous que les changements s'opèrent, et il va falloir s'y atteler. Les syndicats ont toute leur place dans ce combat et toute leur légitimité. Ils ne devront pas faire l'impasse d'une réflexion en profondeur, sur les actions à mener, sur une pédagogie efficace pour que demain ne soit pas comme avant. Pour que l'on mette en place une société d'égalité, de liberté, de fraternité, de partage, une société humaniste qui ne laisse personne sur le bord de la route, une société sobre et durable, pacifiée, il va y avoir beaucoup de travail. Des valeurs propres à Force ouvrière que l'on saura mettre en avant

(8) Raconté dans nombre d'écrits et aussi sur <https://madeinmarseille.net/33135-histoire-peste-1720-provence/>

(9) Cité dans *Quand « le doux commerce » propageait la peste à Marseille*, Alain Garrigou, *Le Monde diplomatique* n°739, avril 2019, p.22-23

(10) Alain Lipietz dans *Politis* n° 1598 du 9 avril 2020.

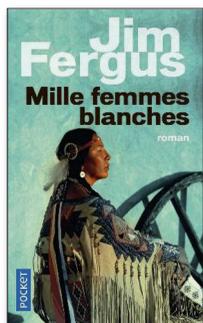
Coups de coeur




Le coup de cœur littéraire

de Jean-Paul PRADY
Secrétaire Général Adjoint

MILLE FEMMES BLANCHES de Jim FERGUS (prix du premier roman étranger en 2000)



Nous voilà en 1874. Grant, président des États-Unis d'Amérique, vient d'accepter un étrange troc avec Little Wolf le chef de la tribu Cheyenne : les Indiens Cheyennes offrent 1 000 chevaux en échange de 1 000 femmes.

Un gouvernement devrait être offusqué que des femmes soient données aux Indiens comme dans un échange de bétail. Mais pourtant en secret l'accord va avoir lieu.

Pour les deux parties c'est ce que l'on pourrait appeler du gagnant-gagnant.

Pour les Indiens, l'apport de 1 000 femmes fertiles et fécondes permettra la survie de leur peuple, cela sera également l'occasion de se familiariser avec ces blancs si différents d'eux. Pour le gouvernement c'est assurer une trêve, alors que les pionniers ne cessent de progresser à la conquête de l'Ouest, avides de nouveaux territoires. Mais c'est aussi une façon de civiliser ces "sauvages", de créer une nouvelle génération issue de ces femmes blanches, capable de s'intégrer plus facilement à la civilisation blanche.

Problème, peu de femmes blanches adhèrent à ce projet de leur plein gré, aussi l'on vide les prisons, les asiles d'aliénées.

L'histoire nous est contée par les carnets de May Dodd, jeune femme blanche libre et indépendante qui faisait partie de cet étrange échange. May Dodd vient d'un asile où elle avait été injustement internée par sa famille fortunée pour avoir transgressé les règles de sa condition.

Dans ses carnets, elle dresse le portrait de ces femmes blanches qui l'accompagnent. Elle nous fait découvrir le mode de vie des tribus Cheyennes en harmonie avec la nature, les saisons, mais aussi leurs traditions et leurs faiblesses.

May Dodd s'intégrera totalement à son peuple d'adoption, en étant consciente que le peuple indien vit ces derniers moments de liberté et de vie.

La ruée vers l'or qui se précise accélère la convoitise des territoires indiens par les hommes blancs.

Vous connaissez tous la fin de l'histoire.



- "L'humour c'est de savoir que tout, absolument tout est drôle, dès l'instant que cela arrive aux autres".

Marcel ACHARD

- "Les économies, c'est très bien, surtout si vos parents les ont faites pour vous".

Winston CHURCHILL

- "La tauromachie, c'est les abattoirs de la Villette, avec les costumes du Chatelet".

Oscar WILDE

- "Si la fortune vient en dormant, les emmerdes viennent au réveil".

Pierre DAC


 LA NOUVELLE
TRIBUNE FGF
 FO
LE LIEN UER
 FO

 Gratuité pour les adhérents
 « Le Lien » N° 135
 juillet 2020
 Supplément n° 1
 à « La Nouvelle Tribune »
 N° 424 - JUIN 2020
 Directeur de publication :
 Christian GROLIER
 Rédacteur en chef :
 Claude SIMONEAU
 Secrétaire de rédaction :
 Sylvie ARMENTIER
 C.P.A.P. 0120 S 05458
 VINCENT IMPRIMERIES
 TOURS




A nos **adhérents(es)**, A nos **lecteurs(trices)**,

Porter nos revendications, vous informer, rompre la solitude et renouer avec la solidarité, tels sont les principaux objectifs de l'Union Fédérale des Retraités Force Ouvrière (UFR-FO).

C'est dans cette optique que nous avons créé la rubrique « **Nos lecteurs nous écrivent** ».

Quels que soient vos questionnements, contactez-nous :

- par courrier : UFR-FO - 46, rue des Petites Écuries, 75010 PARIS,
- par mail : ufr@fo-fonctionnaires.fr

Nous vous répondrons, nous vous aiderons si nécessaire.

Se tenir informés, informer nos amis, c'est soutenir l'action syndicale UFR-FO.

Pour que nous puissions vous contacter, vous informer rapidement, nous avons besoin de vos adresses mail*, numéros de téléphone*. Certains l'ont déjà fait, beaucoup reste à faire.

* La confidentialité de vos coordonnées est garantie

DONNEZ DE LA FORCE À L'UFR-FO, ENVOYEZ VOS MAILS POUR GARDER UN CONTACT RÉGULIER



CALENDRIER DES PERMANENCES AU SIÈGE DE LA FGF-FO

46, rue des Petites-Écuries
75010 PARIS

e-mail : ufr@fo-fonctionnaires.fr

Les permanences 2020 se tiendront

les 1^{er} et 3^e mardi de chaque mois de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 15 h 30

*Pour les renseignements téléphoniques ainsi que pour les consultations au siège,
vous devez téléphoner aux horaires indiqués ci-dessus.*

Tél. : 01.44.83.65.55

Adresse mail : ufr@fo-fonctionnaires.fr

CHANGEMENT D'ADRESSE

Pour répondre rapidement à vos questions ou pour être informé des problèmes d'actualité, donnez-nous votre adresse e-mail.

Merci de signaler sans délai votre changement d'adresse à l'UFR-FO : 46, rue des Petites-Écuries 75010 PARIS pour éviter toute interruption dans la réception de la Nouvelle Tribune et du Lien à l'aide du bulletin ci-joint ou par mail : ufr@fo-fonctionnaires.fr - Tél. 01 44 83 65 55

Nom : Prénom :

Syndicat d'appartenance :

Ancienne adresse :

.....

Nouvelle adresse :

.....

Adresse Mail :

À le 2020

(signature)